

Mais quelle est la difficulté? Le désir existe, la capacité de consommation existe, mais ce qu'il faut en espèces et en crédit, manque presque totalement, ou manque à un degré qui explique en un moment, si on laisse errer ses pensées dans ce domaine, que le commerce soit si languissant, qu'il y ait tant de chômage, et que les entreprises productives du monde ne jouissent plus de la prospérité des anciens jours. Quand, par exemple, la valeur de la couronne d'Autriche est tombée à 320,000 pour une livre anglaise, ou quand il faut 40,000 ou 50,000 mares pour acheter un dollar américain, qu'avant la guerre on pouvait acheter pour quatre marcs—quand vous en êtes arrivés à une situation où le crédit est totalement disparu, et où le numéraire est une denrée en papier qu'il faut mettre en sacs ou en gros colis pour en avoir une valeur équivalente—quand nous arrivons à considérer ces choses, nous avons la réponse à la question qui se pose relativement au défaut de production et à ce qui manque à la main-d'œuvre en matière de production. Chez nous, comme je l'ai démontré, et à l'étranger, selon mon opinion, la demande des consommateurs, bien que forte, n'est pas suffisante par suite du manque de numéraire, pour se renouveler et se remplir.

Cela ne nous tire pas d'embarras, je vous l'accorde; mais cela nous donne les raisons de nos embarras et nous fait éviter les frivoles engouements et les desseins hasardeux, féconds en périls et en dangers, afin de contribuer à amener une situation différente. On ne peut y arriver que par la patience—la patience et le jeu des causes naturelles; la patience et la coopération des meilleures nations du monde en vue de la réhabilitation et de la stabilisation de la valeur de l'étalon monétaire et du commerce du monde. C'est là une opération qui prend du temps, et quels que puissent être nos desirs et nos théories, il faudra nécessairement prendre le temps d'effectuer une réhabilitation parfaite.

Maintenant, laissons ce sujet sans y toucher davantage. La morale à en tirer est que, chez les individus, l'épargne, l'économie, le renoncement, sont encore aussi nécessaires qu'ils l'étaient pendant la guerre; que dans l'administration et le gouvernement, ils sont aussi nécessaires qu'ils l'étaient alors; et que, conséquemment, les individus et les administrations, municipale, provinciale et nationale, doivent, par l'ordre, l'économie et l'épargne, et par la patience mise en œuvre des affaires administratives et législatives, rendre la situation aussi facile que possible, afin que vienne plus tôt le jour où les perspectives doivent s'élargir et les conditions s'améliorer considérablement.

Le très hon. sir GEORGE E. FOSTER.

Dans le même ordre d'idées, me permettra-t-on une remarque touchant la gestion des chemins de fer, sujet que j'aborde avec beaucoup d'hésitation et sur lequel je n'ai pas de théories très profondes. Je dirai néanmoins ceci: à l'heure actuelle, il nous est imposé un tribut de \$60,000,000 ou \$70,000,000 à titre de rançon des erreurs du passé. Nous devons viser à une administration des chemins de fer assez sage, assez vigilante et assez libre des influences pernicieuses et malfaisantes pour être capable de travailler à la réalisation de son objet selon les méthodes commerciales, en toute indépendance des considérations inavouées.

Je vois d'un assez mauvais œil le premier geste du gouvernement au sujet de cette administration des chemins de fer. Ce qui est arrivé est aussi apparent que ce nez dans le visage d'un homme. C'est ceci. La question des chemins de fer a été confiée à une caste de partisans qui n'existait pas avant la nomination des nouveaux directeurs. Personne ne peut douter que, hors quelques exceptions importantes, le conseil d'administration est un conseil nommé par le gouvernement pour des raisons de parti et basé sur des considérations de parti. Il est malheureux que les considérations de parti aient été accentuées de la part du gouvernement par la destitution d'un conseil d'administration non-partisan et son remplacement par un conseil à majorité partisane de façon à éveiller le soupçon et à faire naître, chez le peuple en général, la crainte que des influences pernicieuses peuvent être à l'œuvre dans cette nouvelle administration de notre entreprise de chemins de fer. Ce n'est pas seulement une nomination partisane des directeurs; c'est pire encore, une nomination partisane et régionaliste. Si on avait nommé des hommes d'affaires, re ressources et d'expérience qui ont servi le parti libéral, des hommes d'affaires possédant des connaissances relatives à cette affaire très complexe qu'est la gestion d'une grande corporation de chemin de fer, et si on les avait choisis indépendamment des limites géographiques, la question ne prêterait pas tant au soupçon et serait moins susceptible de détruire la confiance. Mais ces hommes ont été nommés et ils représentent des districts; ils représentent aussi le Gouvernement dans ce conseil, au sens politique et partisan. Vous voyez ce qui se produit déjà. La Nouvelle-Ecosse a un membre dans ce conseil, pourquoi a-t-il été nommé? Premièrement, pour surveiller les intérêts de la Nouvelle-Ecosse, et, incidemment, pour ne pas porter préjudice aux intérêts de parti dans cette province. Je n'irai pas plus loin que cela; je ne dirai pas que cette nomination a pour objet de maintenir la clôture du